

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Commun à tous les lots

Fourniture d'équipements et instruments pour des observatoires sous-marins

N° 251000019

PROCÉDURE :

Appel d'offres ouvert conformément à l'article L2124-2 du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR :

IFREMER

Zone industrielle de la Pointe du Diable

1625 route de Sainte Anne

29280 Plouzané

Clauses générales applicables : cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services - Arrêté du 30 mars 2021)

Lot 1 – Flottabilité lenticulaire volume moyen

Lot 2 – Flottabilité lenticulaire gros volume

Lot 3 – Flottabilité parallélépipédique

Lot 4 – Flottabilité quartier de tore

Lot 5 – CTD autonome

Lot 6 - Capteur de pression/température autonome

Lot 7 – Capteur de fluorescence/turbidité autonome

Lot 8 – Capteur de fluorescence/turbidité connecté

Lot 9 – Courantomètre ponctuel

Lot 10 – ADCP 75KHz

Lot 11 – ADCP 300KHz

Lot 12 – Piège à particules

Lot 13 – Caméra 4K

Lot 14 – Capteur de silicate

Lot 15 – Système de verrouillage/déverrouillage mécanique

Table des matières

1. Objet du marché	5
2. Forme du marché.....	5
3. Cotraitance et sous-traitance.....	6
3.1. Cotraitance.....	6
3.2. Sous-traitance.....	6
4. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	6
5. DURÉE DU MARCHÉ	7
6. DÉLAIS DE LIVRAISON	7
7. MONTANTS DU MARCHÉ	7
8. PRIX DU MARCHÉ	7
8.1. Type de prix.....	7
8.2. Contenu des prix	7
8.3. Date d'établissement des prix	8
8.4. Variation dans les prix.....	8
9. MODALITÉS RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE.....	9
9.1. Passation des bons de commande	9
9.2. Présentation des bons de commande.....	9
10. MODALITÉS RELATIVES AUX RÈGLEMENTS.....	9
10.1. Avance.....	9
10.2. Acomptes	10
10.3. Délai global de paiement.....	10
10.4. Présentation des demandes de paiement.....	10
11. PÉNALITÉS	11
11.1. Pénalités pour retard de livraison	11
11.2. Pénalités pour indisponibilité des pièces détachées.....	11
12. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	11
13. TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ	11
14. GARANTIE	11

15.PIÈCES DÉTACHÉES ET CONSOMMABLES CAPTIFS	12
16.OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	12
17.MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHÉ	12
17.1. Avenant modificatif.....	12
17.2. Avenant de transfert.....	12
18.FOURNITURES COMPLÉMENTAIRES	12
19.RÉSILIATION	13
20.EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES	13
21.PREVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D'INTERET ET DE CORRUPTION	13
22.RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES.....	14
23.ATTESTATIONS DIVERSES.....	14
24.RÈGLEMENT DES LITIGES.....	14
25.DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	14

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de divers équipements et instruments pour des observatoires sous-marins.

Le matériel est notamment destiné à être mis en œuvre au large de Mayotte et de la Nouvelle Calédonie dans le cadre du projet ScInObs (Sciences et Innovations pour les observatoires sous-marins).

Toutefois, le matériel objet du marché pourra également être commandé au titre de tout autre action/projet porté par l’Ifremer pendant la durée du marché, dans la limite du montant maximum fixé.

Les caractéristiques techniques des équipements commandés sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

2. Forme du marché

Le marché est décomposé en 15 lots :

Lot 1	Flottabilité lenticulaire volume moyen
Lot 2	Flottabilité lenticulaire gros volume
Lot 3	Flottabilité parallélépipédique
Lot 4	Flottabilité quartier de tore
Lot 5	CTD autonome
Lot 6	Capteur de pression/température autonome
Lot 7	Capteur de fluorescence/turbidité autonome
Lot 8	Capteur de fluorescence/turbidité connecté
Lot 9	Courantomètre ponctuel
Lot 10	ADCP 75KHz
Lot 11	ADCP 300KHz
Lot 12	Piège à particules
Lot 13	Caméra 4K
Lot 14	Capteur de silicate
Lot 15	Système de verrouillage/déverrouillage mécanique

Conformément à l’article R2162-2 du Code de la commande publique, chaque marché est un accord-cadre qui sera exécuté au fur et à mesure de l’émission de bons de commande.

3. Cotraitance et sous-traitance

3.1. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

3.2. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la commande publique. Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

4. PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué des pièces suivantes qui, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant (AE);
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services courants approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/FCS) ;
- L'offre technique et financière du titulaire.
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Le CCAG/FCS est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché. Elle est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune des pièces du marché, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Le titulaire du marché est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énumérées et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

5. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa notification. Il est conclu pour une durée d'un an. Il est renouvelable annuellement par tacite reconduction. Le nombre de reconductions est limité à trois. La durée totale du marché ne peut donc excéder **4 ans**.

Le pouvoir adjudicateur pourra décider de ne pas reconduire le marché en notifiant sa décision de non reconduction, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard trois mois avant la fin de la période de validité du marché en cours. Le titulaire ne pourra se prévaloir de la décision de non reconduction pour prétendre à de quelconques indemnités ou compensations financières.

6. DÉLAIS DE LIVRAISON

Les délais de livraison sont fixés à l'acte d'engagement.

7. MONTANTS DU MARCHÉ

Conformément à l'article R2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre sera conclu

- Sans montant minimum ;
- Avec les montants maximum indiqués à l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage à pouvoir assurer l'exécution des prestations à hauteur du montant maximum.

8. PRIX DU MARCHÉ

8.1. Type de prix

Les prix du marché sont unitaires. Ils sont fixés à l'acte d'engagement.

8.2. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations décrits au cahier des clauses techniques particulières. En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCAP et du CCTP, notamment les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire, ainsi que le conditionnement, l'emballage, **le transport jusqu'au lieu de livraison**, l'assurance. Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

8.3. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres.

8.4. Variation dans les prix

Les prix sont fermes la première année et révisibles à chaque date anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$P = P_0 [(0,80 \times (\text{Indice1VR}/\text{Indice2V0})) + (0,20 \times (\text{Indice1VR}/\text{IndiceV0}))]$$

Dans laquelle :

P est la valeur mise à jour du prix P0

P0 est le prix d'origine à mettre à jour

L'indice 1 est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (ICHT-IME) - Identifiant 001565183 – publié par l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

L'indice 2 est l'indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – A10 BE – Ensemble de l'industrie (IPP-IF) – Identifiant 010765054 – publié par l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765054>

Indice V0 est la valeur de l'indice du mois d'établissement du prix P0.

Indice VR est la dernière valeur du même indice connue à la date de révision des prix (que cette valeur soit provisoire ou définitive).

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les prix révisés sont arrondis à deux décimales en application de la règle suivante : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'Insee d'un indice de substitution, le pouvoir adjudicateur, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice. La modification est conclue par avenant.

En tout état de cause, les prix du marché ne pourront augmenter de plus de **3% par an**.

Pour toute demande de révision des prix, le titulaire doit en avoir informé l'Ifremer, par courriel à l'adresse électronique cellule.marche@ifremer un mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. L'Ifremer informe le titulaire de l'acceptation de la révision des prix par ordre de service. La révision se fait prix par prix et est applicable à compter de la date anniversaire du marché. La révision ne peut être rétroactive.

9. MODALITÉS RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE

9.1. Passation des bons de commande

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'appliquent pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'à l'échéance de l'accord-cadre.

9.2. Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire ;
- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro de commande SAP ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- L'objet, les quantités et les prix ;
- Le délai de livraison.

10. MODALITÉS RELATIVES AUX RÈGLEMENTS

10.1. Avance

Le présent marché prévoit le versement d'une avance dans les conditions fixées aux articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Une avance est versée pour les bons de commande supérieurs à 50 000 € HT.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant du bon de commande.

Cette avance est diminuée, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieux à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement, l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant du bon de commande toutes taxes comprises.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20%.

10.2. Acomptes

Le titulaire ne pourra prétendre au paiement d'acomptes. Les prestations seront réglées à l'admission du matériel.

Le titulaire peut dans tous les cas regrouper la facturation afférente à plusieurs bons de commandes en spécifiant et détaillant précisément dans la facture, le montant de chaque prestation ayant fait l'objet d'une commande.

10.3. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date d'émission de la facture par virement au numéro de compte du titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du titulaire intervient sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement est diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article « pénalités » du présent document.

Les factures sont établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Dénomination
Libellé au nom de l'Ifremer
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)

Les factures non conformes sont retournées au titulaire et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

Les factures sont adressées à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

11. PÉNALITÉS

11.1. Pénalités pour retard de livraison

Il est fait application de l'article 14.1 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

L'Ifremer peut exonérer le titulaire de ces pénalités si ce dernier invoque une cause qui ne lui est pas imputable.

11.2. Pénalités pour indisponibilité des pièces détachées

En cas d'indisponibilité des pièces détachées, une pénalité de 10 % du prix d'acquisition du matériel par année de non-respect de l'obligation prévue à l'article 15 sera appliquée.

12. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, les opérations de vérification sont réalisées par l'Ifremer dans un délai de **trente jours** calendaires à dater de la livraison du matériel.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG/FCS :

- Soit une décision d'admission des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, l'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de trente jours calendaires à dater de la livraison.

13. TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

Conformément à l'article 31 du CCAG/FCS, l'admission du matériel par l'Ifremer entraîne son transfert de propriété.

14. GARANTIE

Le matériel bénéficie de la garantie prévue à l'article 1641 du code civil et de la garantie des produits défectueux prévue aux articles 1245 et suivants du Code civil.

Le matériel fourni est garanti dans les conditions prévues à l'article 33 du CCAG/FCS et dans l'offre du titulaire.

La garantie est applicable à l'ensemble du matériel commandé au titre du présent accord-cadre, pour la durée de la garantie indiquée à l'acte d'engagement, même si l'échéance de cette dernière dépasse l'échéance de l'accord-cadre.

15. PIÈCES DÉTACHÉES ET CONSOMMABLES CAPTIFS

Le titulaire s'engage à remplacer les pièces détachées usagées et à fournir les consommables captifs correspondants, pendant une durée minimale de 10 ans à compter de la date d'admission du matériel acheté en application du présent marché. Dans le cas contraire, le titulaire encourt une pénalité telle que décrite à l'article « pénalités » du présent CCAP.

16. OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire est tenu de traiter les déchets liés à la fabrication des matériels pour en réduire les impacts écologiques négatifs.

Le titulaire est tenu de récupérer les emballages relatifs aux matériels livrés.

Concernant les emballages utilisés pour le transport, le titulaire est tenu de diminuer à ce qui est nécessaire le volume d'emballage utilisé et de respecter l'une des conditions suivantes, dans cet ordre de priorité :

- utiliser des emballages réutilisables ;
- utiliser des emballages comprenant des matériaux recyclés ;
- assurer le recyclage des emballages utilisés.

Le titulaire transmet à la livraison des matériels la description des emballages utilisés et leur traitement à l'issue de la livraison. L'absence de recours à des emballages réutilisables devra être justifiée.

17. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHÉ

17.1. Avenant modificatif

Le marché peut être modifié par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

17.2. Avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

18. FOURNITURES COMPLÉMENTAIRES

Des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement avec le titulaire initial du marché dans les conditions fixées à l'article R2122-4 du Code de la commande publique.

19. RÉSILIATION

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG/FCS sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les stipulations suivantes :

- Dans l'hypothèse d'une résiliation pour faute prévue à l'article 41, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- En complément à l'article 41 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire peut se faire aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le pouvoir adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.
- Dans l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif, donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

20. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

21. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D'INTERET ET DE CORRUPTION

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Ifremer et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'Ifremer de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'Ifremer pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

22. RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation. La nouvelle attestation d'assurance en cours de validité doit être transmise à l'Ifremer dès que celle transmise initialement est arrivée à sa date d'échéance.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

23. ATTESTATIONS DIVERSES

Le titulaire fournit à l'Ifremer à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Justificatif d'inscription au registre professionnel ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation ;
- Attestation de vigilance en cours de validité ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité.

24. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel siège le pouvoir adjudicateur : Tribunal administratif de Rennes, Hôtel Bizien, 3 Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex.

25. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 4 déroge à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS.

L'article 8.2 complète l'article 10.1.3 du CCAG/FCS.

L'article 9.1 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG/FCS.

L'article 11.1 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS.

L'article 12 déroge aux articles 28.2 et 30.1 du CCAG/FCS.

L'article 19 complète l'article 41 du CCAG/FCS.